



# VIGILANCE ET ACTION

'Il n'y a qu'une seule fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir.'

N°12 FEVRIER-MARS 1988

bulletin de liaison du MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTE

## PRESIDENTIELLES 1988 : PAS DE MEMOIRE COURTE

L'évolution actuelle de la campagne présidentielle nécessite, selon nous, d'attirer l'attention sur deux éléments fondamentaux qui pèseront très lourd au soir du 8 Mai.

**Le premier de ces éléments concerne le programme du Parti Socialiste** (qui sera le programme du candidat socialiste François MITTERRAND).

Il est bon ton actuellement de gloser sur le "recul idéologique" du Parti Socialiste et sur le caractère raisonnable (!) de son programme. Cette appréciation des choses est très éloignée de la réalité ; nous développons en page centrale de ce bulletin une analyse critique du document que le Parti Socialiste a adopté lors de la Convention Nationale des 16 et 17 Janvier derniers, document qui, légèrement amendé, vient d'être rendu public sous la forme d'une brochure de 80 pages intitulée : "Propositions pour la France". Or, ce texte, pour ne relever que ses options principales, prévoit :

### \* SUR LE PLAN "FISCAL" :

- une extension à tous les revenus bruts, grâce à un système de retenue à la source, des prélèvements sociaux (auxquels sera ajouté un "impôt social" spécifique destiné à compléter les recettes) et fiscaux;

- un rétablissement et un élargissement considérable de "l'impôt sur les grandes fortunes";

- une taxation plus importante des plus values mobilières;

- l'établissement de la taxe d'habitation selon les revenus des contribuables.

### \* SUR LE PLAN ECONOMIQUE :

la constitution d'un vaste secteur public à "géométrie variable" impliquant, entre autres:

- une reprise du contrôle des entreprises récemment dénationalisées par le biais de "noyaux durs" reconstitués avec des représentants de l'Etat et de ses alliés,

- UNE PARTICIPATION ETATIQUE AU CAPITAL DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES;

### \* SUR LE PLAN DE L'EDUCATION :

- la suppression de la "sélection" (très relative) opérée actuellement au niveau du baccalauréat et l'ouverture du premier cycle de l'enseignement supérieur à la quasi-to-

talité de chaque classe d'âge, ce qui diminuera encore plus la valeur des diplômes délivrés, avec pour conséquence de restreindre un peu plus les débouchés.

### \* EN MATIERE D'IMMIGRATION :

- la mise en place d'un système encore plus laxiste qu'actuellement de naturalisation et l'attribution du droit de vote au bout de quelques années de présence sur le territoire français aux résidents étrangers.

Nous sommes donc en présence d'un projet qui, loin d'être modéré, aurait, en cas de victoire de François MITTERRAND, des conséquences catastrophiques sur le devenir du Pays.

Le deuxième élément qu'il importe de remettre en mémoire est une règle de sociologie électorale bien connue mais que les électeurs de "Droite" tendent à oublier systématiquement : comme le montrent les présidentielles de 1974 et 1981, pour gagner au second tour il faut, si l'on est en deuxième position, n'être pas éloigné de plus de 10 points du candidat arrivé en tête.

Cet écart de 10 points est un écart maximum : il était celui qui séparait GISCARD de MITTERRAND en 1974 et l'on a vu que GISCARD ne l'a emporté que d'une marge infime. En 1981, l'avance réduite (3 points) que possédait GISCARD signifiait a contrario son échec inéluctable au second tour, malgré le score majoritairement global des "Droites" au premier tour.

En 1988, cette règle doit d'autant plus être respectée que la "Droite" présente non plus deux candidats mais trois candidats importants et qu'elle apparaît donc plus dispersée encore.

Autrement dit, les électeurs de "Droite", quelle que soit leur préférence intime, doivent avoir présente à l'esprit cette idée majeure : l'important, au premier tour, est de permettre à un des deux grands candidats de la "Droite" d'arriver à moins de 10 points de François MITTERRAND. Si cela n'était pas le cas, l'élection sera perdue.

En Mars 1986, l'U.D.F., le R.P.R. et le Front National ont obtenu 55% des voix. Cet écart ne s'est pas sensiblement réduit, c'est dire qu'il existe une majorité nette dans ce pays. A tous les membres de cette majorité de faire en sorte qu'elle ne se dissolve pas dans la division.

# MITTERRAND ET LES SOCIALISTES :

Les 16 et 17 Janvier derniers, s'est tenue une manifestation du Parti Socialiste dont, curieusement, on a peu parlé. Il s'agissait de la Convention destinée à examiner le pré-projet idéologique des socialistes en vue des Présidentielles.

Ce texte liera peu ou prou François MITTERRAND ou tout autre candidat socialiste; il est donc particulièrement intéressant d'en connaître les principaux éléments pour voir dans quel sens, les socialistes ont évolué.

## \* PRELEVEMENTS SOCIAUX ET IMPOTS

- Le Parti Socialiste prévoit que "le financement de la protection sociale tendra vers un prélèvement sur l'ensemble des revenus qui constituera une étape vers l'extension du prélèvement à la source".

Autrement dit, en plus des cotisations sociales obligatoires existant actuellement, les citoyens devront payer un "impôt social" sur l'ensemble des revenus (c'est-à-dire sur une assiette plus large); cet "impôt social" sera la première phase d'un nouveau système dans lequel l'impôt sur le revenu et les cotisations sociales seront prélevés à la source, c'est-à-dire sur tous les revenus bruts et non plus, comme c'est le cas actuellement, au moins pour l'impôt sur le revenu, sur les seuls "revenus imposables".

- Un impôt sur les fortunes sera rétabli. "L'impôt portera sur une base plus large et aura un taux plus faible" car "si le taux n'est pas trop élevé, plus l'assiette peut être large et englober la totalité du patrimoine".

Autrement dit, le projet socialiste semble vouloir, au prétexte que le taux de l'impôt sera diminué, abaisser le seuil financier à partir duquel il est applicable : cela signifie que le nouvel impôt sur les fortunes devrait toucher un nombre beaucoup plus considérable de personnes que l'I.G.F. de 1981.

On rappellera à ce propos que la France est déjà un des rares pays occidentaux à posséder un impôt sur le revenu à très grande progressivité et une taxation du capital importante (droits de succession, taxation des plus-values).

- Le Parti Socialiste préconise "un relèvement de taux de l'imposition des plus-values mobilières" alors même que les économistes de gauche, comme Alain VERNHOLES, estiment que "le problème est plutôt maintenant de savoir comment séduire à nouveau les épargnants pour qu'ils reviennent durablement à la Bourse".

- Le texte du Parti Socialiste estime enfin, s'agissant de la taxe d'habitation : "l'assiette de cet impôt doit s'étendre aux revenus des contribuables", ceci veut dire que, quelle que soit la surface habitée, la taxe d'habitation croîtra avec le montant des revenus des contribuables.

## \* NATIONALISATIONS

- Selon le projet, TF.1. reviendra au secteur public.

Cela prouve que le Parti Socialiste souhaite toujours mettre la main sur la plus grande partie de l'audiovisuel.

- S'agissant des nationalisations, le projet socialiste met en exergue deux propositions principales :

\* une loi de "respiration" des entreprises nationales,

\* la révision de la composition des "noyaux durs" (des entreprises privatisées).

La première proposition signifie principalement que les grandes entreprises encore nationalisées pourraient céder (en tout ou partie) certaines de leurs filiales au secteur privé. Ainsi, selon les besoins, l'entreprise qui resterait nationalisée céderait les entreprises déficitaires pour pouvoir apurer ses comptes ou, pour se renforcer, "aspirerait", à travers la cession partielle d'autres filiales au secteur privé, les capitaux du marché privé.

La révision des "noyaux durs", quant à elle, signifie que le futur état socialiste envisage, à travers la modification de la composition de ces noyaux durs (qui intégrerait par exemple des grandes entreprises toujours nationalisées comme les compagnies d'assurances), de reprendre le contrôle des entreprises privatisées entre 1986 et 1988.

# TOUJOURS LE CHEMIN DE LA DECADENCE

- Les P.M.E ne sont pas "oubliées" puisqu'il est précisé (ce qui n'avait même pas été dit dans le programme commun) : "l'Etat doit pouvoir participer à la formation du capital des petites et moyennes entreprises" . Il s'agit là d'un mécanisme collectiviste visant à la prise en mains du tissu économique de base du Pays.

## \* LEGISLATION DU TRAVAIL

Les Lois AUROUX devront mieux entrer dans les faits pour la "conquête d'une authentique citoyenneté des salariés dans l'entreprise".

Autrement dit, le Parti Socialiste n'a pas renoncé à faire, non pas des salariés, mais de certaines organisations syndicales, les "co-gestionnaires", pour ne pas dire l'élément dominateur, des entreprises en s'appuyant sur le levier que représentent la plupart des dispositions des lois AUROUX. C'est donc, pour parier clair, une remise en cause de la possibilité pour l'entreprise, d'exercer réellement, grâce à l'autonomie de décision du chef d'entreprise, son rôle de création de richesses et d'emplois.

## \* EDUCATION, ENSEIGNEMENT LIBRE

Les socialistes le redisent : "nous voulons un service public fidèle à la laïcité et nous sommes décidés à en faire une priorité essentielle de notre action".

Par ailleurs, le texte prévoit d'amener 80% des jeunes au niveau du baccalauréat en l'an 2000 et 2 millions d'étudiants.

Autrement dit :

politiquement, le Parti Socialiste réaffirme la nécessité d'une mainmise totale de la F.E.N. et des organisations satellites sur l'enseignement primaire et secondaire; Ces propos sont à rapprocher de ceux du nouveau secrétaire général de la F.E.N., Yannick Simbron, qui vient de réclamer à nouveau "la mise en place d'un grand service public laïc unifié de l'Education Nationale".

En matière de stratégie d'éducation, il fait un contresens majeur car amener 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat reviendra inéluctablement à un abaissement considérable du niveau des études; la même remarque peut être faite pour le chiffre de deux millions d'étudiants.

En réalité, le Parti Socialiste veut déplacer de deux ans le seuil de sélection (sélection qui est pourtant toute relative). En allant dans cette voie, on risque de passer à une nouvelle phase du déclin de l'enseignement secondaire et supérieur; l'accroissement considérable du nombre de "diplômés", sans correspondance avec des qualifications réelles, accentuant encore la distorsion entre l'offre et la demande d'emploi;

financièrement, de toute façon il est impossible, d'ici l'an 2000, de trouver les fonds nécessaires à une telle expérience si ce n'est en "rognant" considérablement sur des budgets importants comme ceux de la Défense, de l'Intérieur ou de l'Emploi.

En tout état de cause, il convient de se demander à quoi serviront des étudiants supplémentaires si nous vivons dans un pays sans défense, en plein désordre et sans emplois à fournir.

## \* IMMIGRATION

Le projet socialiste s'exprime ainsi : "nous proposons d'assouplir les conditions de la naturalisation et de mettre en oeuvre une réforme permettant la participation des résidents étrangers aux élections locales".

Il s'agit là d'un des points les plus dangereux du programme socialiste pour les Présidentielles.

Le Parti Socialiste qui, sociologiquement, verra dans les années à venir sa "base sociale" (et électorale) se réduire inéluctablement, souhaite enrayer cette évolution:

- d'une part, en facilitant l'obtention de la nationalité, ce qui vise principalement une clientèle de futurs immigrés auxquels il est ainsi clairement fait appel,

- d'autre part, en rendant électeurs les immigrés déjà présents sur notre sol. La seule mention faite des élections locales est purement théorique, l'application d'un tel principe à ce type d'élections ne sera qu'un premier pas. Sans aucun doute, les socialistes au pouvoir étendraient ce droit à tous les autres types d'élections qu'elles soient législatives ou présidentielles.

# LE SOCIALISME C'EST LE RETOUR A L'INSECURITE

Les résultats enregistrés par le gouvernement actuel en matière de lutte contre la délinquance sont les meilleurs obtenus depuis 10 ans. En 1986 le recul de la délinquance et de la criminalité a été de 8%. Une étude plus détaillée de ce chiffre montre que les vols à main armée ont régressé de 10,19%, les vols avec autres violences de 14,9%, les cambriolages de 7%, les coups et blessures délictuels de 8%.

Cependant, le trafic des stupéfiants a augmenté de 105% et constitue un motif d'inquiétude sérieux même si en 1986, plus de 30.000 auteurs d'infractions à la législation sur les stupéfiants ont été interpellés.

Pour 1987 la prévision, confirmée par les chiffres portant sur les 6 premiers mois, est d'une baisse de 4% de la délinquance. La grande criminalité baisse de 6% (-20% pour les vols à main armée) tandis que la criminalité moyenne régresse de 6,7%.

A Paris la criminalité a baissé de 10%. Par rapport en 1986, les cambriolages ont diminué de 20,5%, les vols à la tire de 15,4%. Ces très bons chiffres, dus à l'augmentation des effectifs de police et à la volonté affichée du gouvernement de lutter contre le laxisme, ont permis un recul très net du sentiment d'insécurité chez les Français.

Les socialistes ont eu la grave responsabilité d'atteindre au premier droit des citoyens : le droit à la sécurité, que la puissance publique a pour charge essentielle de préserver. Le septennat de MITTERRAND fut inauguré par une loi d'amnistie générale pour des milliers de délinquants, dont le trop fameux Jean-Marc ROUILLAN d'Action Directe. Nombre d'entre ces libérés ont été réincarcérés pour délits, dans les mois qui ont suivi, par une police écoeurée qui les a surnommé les "Badinter". A la lutte anti-terroriste le gouvernement socialiste a préféré les contacts avec les terroristes. A la comédie des Irlandais de Vincennes a succédé la fusillade de l'Avenue Trudaine, où des policiers ont trouvé la mort. Le pouvoir socialiste ne trouve rien de mieux que de sanctionner les policiers qui manifestent leur mécontentement.

Après 1986, les socialistes se sont opposés à la politique dite "sécuritaire" du gouvernement CHIRAC : contrôles d'identité, primes offertes pour l'arrestation des terroristes.

Pourtant depuis Avril 1986, plus de 1500 kg d'explosifs ont été saisis et 158 terroristes ou activistes arrêtés. La fin des attentats en France, le démantèlement de réseaux terroristes, l'arrestation des chefs d'Action Directe, de Philippe BIDART d'IPARRETARAK, d'ORSONI du F.N.L.C., sont uniquement dus à l'efficacité policière soutenue par la volonté politique.

MITTERRAND n'a pas renié la politique suivie par les socialistes, lui qui a nommé son ami BADINTER à la présidence du Conseil Constitutionnel.

## LE SOCIALISME C'EST LA FAILLITE

MIL MOUVEMENT INITIATIVE ET LIBERTÉ 4, RUE F. MISTRAL 75015 PARIS MIL

Le M.I.L lance une Campagne Nationale sur le thème :

### "LE SOCIALISME C'EST LA FAILLITE"

Les affiches et les autocollants sont disponibles. Les adhérents désirant en recevoir doivent nous en faire la demande par écrit, en précisant les quantités.

VIGILANCE et ACTION est édité par  
le Mouvement Initiative et Liberté,  
4 rue Frédéric Mistral 75015 Paris

Directeur de la publication : A. DECOCO  
Dépôt légal 1<sup>er</sup> trimestre 1988  
Imprimerie Lemaire, 95000 Cergy-Pontoise

A DECOUPER OU A RECOPIER ET A RENVoyer AU MIL 4 rue F. MISTRAL 75015 PARIS, TEL : 45 54 15 57

Je, soussigné(e), déclare adhérer au Mouvement Initiative et Liberté (MIL)

Nom : ..... Prénoms : .....

Adresse : .....

Date et lieu de naissance : ..... Téléphone : .....

Profession : ..... Etablissement : .....

cotisation annuelle : ..... Date : ..... Signature : .....

-Membre : ..... 100 Frs

-Membre bienfaiteur : ..... 500 Frs

-Exceptionnelle : à partir de 1000 Frs